economiesuisse

L'engagement louable du Conseil fédéral en faveur de la finance durable

Le Conseil fédéral s'est emparé du sujet de la finance durable. Il en a dressé l'état des lieux en adoptant un rapport sur le «développement durable dans le secteur financier en Suisse» et des lignes directrices. S'il identifie de nombreuses chances, le gouvernement reste heureusement réservé quant aux interventions étatiques et s'oriente sur les bons principes budgétaires.

«La place financière suisse doit être une référence mondiale en matière de services financiers durables», déclare le Conseil fédéral dans son récent communiqué de presse. Ces mots pourraient être ceux d'economiesuisse, car plus de transparence et de clarté sur les marchés sont une bonne chose – pour autant que les mesures concernées soient proportionnées, réalistes et appropriées. Les objectifs sont clairs et la démarche du Conseil fédéral respecte, à raison, l'esprit d'initiative du secteur financier.

Les solutions relevant de l'économie de marché doivent être prioritaires

L'objectif du Conseil fédéral est d'améliorer la compétitivité de la place financière suisse tout en apportant une contribution efficace au développement durable. Dans ce contexte, il est réjouissant que les projets insistent sur le rôle subsidiaire de l'État, qui n'intervient qu'en cas de défaillance du marché. La direction donnée vers une plus grande transparence, une meilleure comparabilité et une évaluation correcte des risques sur lequel s'engage le Conseil fédéral mérite d'être salué. À cela s'ajoute un engagement international et des échanges approfondis avec tous les acteurs concernés. L'économie a déjà pris diverses initiatives à cet égard.

Respecter le principe de subsidiarité aussi dans ce domaine

Tant que le principe de subsidiarité promis est respecté, nous soutenons l'engagement du Conseil fédéral Dans cette question. Cependant, le rapport n'est pas clair sur la signification précise de la «durabilité» (cela va des trois dimensions du développement durable aux mesures climatiques nationales en passant par les objectifs de développement durable de l'ONU) ni sur la manière

d'atteindre les objectifs en question au travers des services financiers.

Une opportunité – justement parce que l'économie suisse est bien positionnée

Le Conseil fédéral ne peut pas rester inactif sur le thème de la finance durable, cela se comprend. Ainsi, l'annexe du rapport énumère 55 initiatives internationales et renvoie à 30 interventions parlementaires soumises entre mars et décembre 2019. La demande de produits financiers durables poussée par le marché connaît en plus une croissance exponentielle et, en la matière, la plupart des entreprises suisses sont aujourd'hui déjà mieux placées que leurs concurrents étrangers.

economiesuisse soutient une finance durable orientée sur les mécanismes du marché.. Tous les acteurs économiques sont encouragés à observer attentivement l'évolution et à exploiter les voies les plus appropriées dans leur secteur d'activité. economiesuisse s'engage en faveur de réglementations qui n'entravent pas la dynamique des marchés.